Observatoire des Élections en Europe

En Slovénie, le nouveau Parti de Miro Cerar (SMC) s'impose aux élections législatives

Corinne Deloy

Résultats

Résumé:

Le nouveau Parti de Miro Cerar (SMC), fondé le 2 juin dernier, est arrivé largement en tête des élections législatives organisées le 13 juillet en Slovénie. Ce scrutin était le deuxième en 3 ans à être anticipé ; il faisait suite à la démission le 5 mai dernier de la Premier ministre Alenka Bratusek (Alliance Alenka Bratusek, à l'époque Slovénie positive, PS).

Le SMC créé par le professeur de droit de l'université de Ljubljana, Miro Cerar a recueilli 34,61% des suffrages et remporté 36 des 90 sièges *au Drzavni Zbor* (Assemblée nationale), chambre basse du Parlement. Le Parti démocrate (SDS) de l'ancien chef du gouvernement (2004-2008 et 2012-2013) Janez Jansa, actuellement emprisonné, a pris la 2e place avec 20,69% des voix et 21 députés (– 5 par rapport aux précédentes élections législatives du 4 décembre 2011). Emprisonné depuis le 20 juin dans la ville de Dob près Ljubljana après sa condamnation pour corruption, le dirigeant SDS s'est plaint de ne pas avoir pu voter après le rejet de sa demande de sortie exceptionnelle de prison et a dénoncé des « élections injustes ». Précisons qu'il avait omis de s'inscrire à temps pour voter par voie postale

Le Parti démocratique des retraités (DeSUS), dirigé par le ministre sortant des Affaires étrangères Karl Erjavec, a recueilli 10,21% des suffrages et remporté 10 sièges (+ 4). Il a devancé la Gauche unie (ZL), union du Parti démocratique du travail (DSD), du Parti du développement durable (TRS) et de l'Initiative pour un socialisme démocratique (IDS), qui a pris la 5e place avec 5,97% des voix (6 élus).

Les Sociaux-démocrates (SD) emmenés par Dejan Zidan suivent de près avec 5,95% suffrages et 6 sièges (- 4). Enfin, Nouvelle Slovénie et le Parti chrétien-populaire (NSi), dirigé par Ljudmila Novak, a recueilli 5,53% des voix (5 députés) et l'Alliance Alenka Bratusek (ZAB), 4,34% des voix et 4 élus.

La participation a été peu élevée, sans doute en raison de la date du scrutin. De nombreux Slovènes ont en effet d'ores et déjà quitté leur domicile pour se rendre sur leur lieu de vacances. La moitié des inscrits se sont rendus aux urnes (50,99%), soit -14,61 points par rapport aux précédentes élections législatives du 4 décembre 2011.

Résultats des élections législatives du 13 juillet 2014 en Slovénie

Participation: 50,99%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
Parti de Miro Cerar (SMC)	298 342	34,61	36
Parti démocrate (SDS)	178 294	20,69	21
Parti démocratique des retraités (DeSUS)	88 026	10,21	10
Gauche unie (ZL)	51 490	5,97	6
Sociaux-démocrates (SD)	51 300	5,95	6
Nouvelle Slovénie - le Parti chrétien-popu- laire (NSi)	47 701	5,53	5
Alliance Alenka Bratusek (ZAB)	37 375	4,34	4
Minorités hongroise et italienne			2
Autres	121 002	12,70	0

Source: Commission électorale slovène http://volitve.gov.si/dz2014/index.html

02

« C'est un bon résultat. Il montre que les gens ont choisi un engagement dans une culture politique différente qui ne divise pas. Je suis heureux que les électeurs se soient à ce point rendus compte que la Slovénie a besoin de changement, qu'elle a besoin de changer sa culture politique. C'est ce type de culture qu'apporte notre parti. Nous ne voulons pas de la politique de la division » a déclaré Miro Cerar à l'annonce des résultats. L'universitaire, qui a mené une campagne centrée sur un retour de la morale en politique, a indéniablement profité de la désaffection des Slovènes à l'égard de leur classe politique.

Le 5 juin 2013, l'ancien Premier ministre Janez Jansa a été condamné à 2 ans de prison ferme pour corruption après avoir été reconnu coupable d'avoir reçu de l'homme d'affaires autrichien Walter Wolf, environ 900 000 € de pots-devin en faveur de son parti lors de l'achat en 2006 (il était à l'époque Premier ministre) de 135 véhicules blindés par le ministère de la Défense pour un montant de 278 millions € au fabricant Patria. Par ailleurs, le maire de Ljubljana et dirigeant de Slovénie positive (PS), Zoran Jankovic, est soupçonné d'avoir omis de déclarer plusieurs centaines de milliers € de revenus aux services fiscaux.

Miro Cerar est accusé de n'avoir ni expérience ni programme. Rédacteur de la première Constitution slovène après l'indépendance de 1991, il dit vouloir renforcer l'Etat de droit, mieux lutter contre la corruption et « combler le fossé idéologique entre la gauche et la droite ». Le SMC rassemble des universitaires, des entrepreneurs et des personnalités publiques.

L'homme a affirmé durant sa campagne électorale qu'il respecterait les critères européens et travaillerait à faire baisser le déficit budgétaire de la Slovénie sous 3% du PIB exigés par le Pacte de stabilité et de croissance. Il s'est déclaré favorable aux privatisations, dont il veut faire la priorité de son gouvernement, estimant néanmoins que certaines entreprises stratégiques devaient rester la propriété de l'Etat. Il s'oppose ainsi à la privatisation de l'opérateur de télécommunications Telekom Slovenije et à celle de l'aéroport international de Ljubljana. Rappelons que plus de la moitié de l'économie slovène est encore aux mains de l'État.

Miro Cerar veut améliorer la compétitivité de la Slovénie et a annoncé, pour ce faire, une réforme du marché du travail.

Agé de 51 ans, le vainqueur des élections législatives a d'abord été connu par ses parents. Miroslav, son père, a remporté deux médailles d'or aux Jeux Olympiques de 1964 et de 1968 en gymnastique (barres parallèles et cheval d'arçon) et sa mère, Zdenka, membre du Parti libéral démocrate (LDS) qui a dirigé la Slovénie entre 1992 et 2004, a été procureure générale de Slovénie et ministre de la justice (20 avril-3 décembre 2004).

Universitaire et expert en droit constitutionnel, Miro Cerar a longtemps été conseiller du Parlement. Après la démission de Janez Jansa consécutive à un vote de défiance des députés le 27 février 2013, il avait été un temps pressenti pour diriger le gouvernement, un poste qui avait finalement échu à Alenka Bratusek.

Miro Cerar, qui a exclu de gouverner avec le Parti démocrate, devrait selon toute probabilité former son prochain gouvernement avec les Sociaux-démocrates et le Parti démocratique des retraités. A moins qu'il choisisse d'ouvrir encore davantage sa majorité en s'alliant avec un parti supplémentaire.

De nombreux analystes doutent que les élections législatives du 13 juillet parviennent à ramener la stabilité politique dans un pays en pleine crise politique et économique. Certains prévoient même la tenue d'un nouveau scrutin anticipé d'ici un an. « La question n'est pas de savoir qui va gagner mais qui a un plan pour l'automne infernal qui attend la Slovénie » pouvait-on lire dans les colonnes du quotidien slovène Delo à la veille des élections. Le pays ne s'est en effet toujours pas remis de la crise économique qui l'a touché à partir de 2009. S'il semble sur la voie du rétablissement, de nombreuses réformes, parfois douloureuses pour une partie de la population, sont encore à mettre en œuvre.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site: www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.